

En bien, je m'adresse à ce Parlement libre, tel que le veut le premier ministre, et avant de décréter la participation du Canada, je demande à chaque député de la Chambre de bien considérer le cas du Canadien né au Canada ou installé ici à demeure permanente —le Canadien du Canada, le vrai Canadien, le cent pour cent Canadien, fier de sa liberté et de son indépendance, à qui on a appris l'amour de la terre canadienne, à qui les dirigeants de la politique au Canada et en Angleterre ont dit et répété: "Avec le statut de Westminster, le Canada est devenu un état souverain, libre et indépendant", et qui se dit: Je n'ai jamais refusé de défendre mon pays, et je suis toujours prêt à le faire, —mes ancêtres se sont même battus pour le conserver à la couronne britannique en 1775 et en 1812,—en 1914, on m'a demandé d'aller me battre en Europe pour le triomphe de la démocratie, j'y suis allé et j'y ai envoyé mes enfants qui sont morts au front ou revenus écopés, je me suis ruiné moi-même, et quel a été le résultat? La dictature a succédé à la démocratie dans la plupart des pays —seuls ou à peu près sont restés démocratiques les pays qui avaient été neutres; c'a été la course aux intrigues pour se partager les dépouilles; mon pays n'a rien eu. J'ai lu—et je ne cite qu'un cas—qu'à la Société des nations, où chaque pays est censé travailler pour la paix, le délégué français Dumont avait insisté pour que les sous-marins soient reconnus comme instruments légitimes de défense,—ce délégué était fortement intéressé dans la construction des sous-marins,—j'ai appris que mes fils avaient été tués au front avec des obus fabriqués par les pays à côté desquels je combattais; j'ai constaté que l'Angleterre s'était faite l'artisan du redressement allemand; j'ai appris que les financiers de Londres étaient intéressés dans les fabriques allemandes d'armements, pendant que les financiers de Berlin étaient intéressés dans des fabriques de munitions contrôlées en Angleterre; j'ai appris que pas plus tard qu'au cours du mois dernier, au moment où se poursuivait la course aux alliances pour faire échec à l'Allemagne, l'Angleterre et la France vendaient du matériel de guerre à l'Allemagne.

Et voilà que de nouveau une guerre éclate en Europe,—loin... loin... loin... de chez nous, à un moment où je suis encore écrasé sous le poids des taxes pour payer les frais de la dernière guerre,—et on voudrait m'y entraîner en me disant, comme en 1914, qu'il s'agit de défendre la démocratie et la liberté, pendant que je vois nos voisins, les Etats-Unis, pays d'Amérique et démocratique comme le mien, et tous les autres pays d'Amérique, pendant que je vois l'Irlande, membre du

Commonwealth britannique, et tous ces pays démocratiques d'Europe, comme la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Suisse, la Belgique et autres, rester neutres. Je me demande pourquoi j'irais me battre ou enverrais mes fils se faire tuer,—peut-être par des obus fabriqués en Angleterre ou en France ou à même le matériel de guerre fourni par ces pays,—pourquoi j'irais me ruiner; et quand je me rappelle que le premier ministre m'a dit, en 1935, qu'une guerre dans ces régions éloignées ne m'intéressait pas, ou encore, en 1938, "qu'il n'était ni en notre pouvoir ni de notre compétence de régler les destinées de pays situés à des milliers de milles de nous"; que le ministre de la Justice m'a dit, pas plus tard que le 12 décembre dernier, à Québec, "au lieu d'aller à la guerre en pays étranger, nous resterons ici et nous défendrons le Canada que nous aimons".

Eh bien! comme Canadien, cent pour cent, je comprends ce langage, je comprends cet état d'esprit, et j'en appelle à tous les vrais Canadiens: Y en a-t-il un seul qui blâmerait ce Canadien de dire: Je ne me mêle pas de cette guerre, je refuse de me battre pour les intérêts des autres, je refuse de me ruiner pour les autres, et au lieu d'aller me battre en pays étranger, je reste ici pour défendre mon pays que j'aime.

Je fais appel à tous les Canadiens, vraiment Canadiens, de cette Chambre, et je leur demande de comprendre ces sentiments; et avant de lui imposer une participation quelconque à une guerre extérieure, songez à l'avenir du pays et à l'avenir de la Confédération.

(Traduction)

Le très hon. ERNEST LAPOINTE (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, je prie mon honorable ami de Beauharnois-Laprairie (M. Raymond) de me pardonner de parler après lui dans mon anglais laborieux. Comme la plupart de mes observations sont destinées à la majorité anglophone de la Chambre, il vaut probablement mieux que je me fasse comprendre de ses membres, assuré que je suis que mon honorable ami me comprendra également.

Nous traversons une période grave et solennelle, et quiconque prend part à ce débat ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment de haute responsabilité. En terminant le discours qu'il a prononcé hier soir avec son habituelle franchise, l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Woodsworth) remerciait la Providence de pouvoir exprimer ses opinions en toute liberté dans notre Parlement, sous le régime des institutions britanniques, conscient que ce privilège lui serait peut-être refusé dans certaines autres assemblées. L'honorable député de Beauharnois-